

Valence : les travailleurs s'entraident les pieds dans la boue, le patronat et toutes les autorités ont du sang sur les mains

Voitures englouties, renversées, murs et meubles fracassés, arbres tordus, arrachés, balayés par un déluge de boue ; et depuis des jours l'élan de solidarité et les secours, souvent improvisés, qui fouillent les décombres à la recherche de survivants, qui déblayent les rues sinistrées pour rebâtir le plus urgent... les images de la région de Valence (Espagne) peuvent à peine évoquer la violence et le choc subis après les inondations de mardi et mercredi dernier. Avec 200 litres d'eau de pluie par mètre carré, l'énorme vague, qui atteignait un niveau de deux mètres par endroits, a tout emporté sur son passage. Le bilan provisoire s'établissait à 213 morts dimanche matin, alors que 1900 personnes seraient encore portées disparues.

Une catastrophe qui n'avait pourtant rien d'inévitable.

Les responsabilités écrasantes des autorités et du patronat

Bien sûr, rien ne pouvait arrêter la tempête elle-même, aléa climatique à la force exceptionnelle. Mais elle était parfaitement prévue déjà une semaine avant. Comme l'affirme le journal Le Monde : « Les autorités disposaient de toutes les informations pour préparer un plan d'évacuation ou interdire les déplacements non essentiels. » Et pourtant, ni la droite à la tête de la région, ni la gauche à la tête du pays n'ont esquissé le moindre geste. Les messages d'alerte graves ne sont arrivés qu'après que les crues avaient déjà submergé des routes et des villages entiers, piégeant tous ceux qui tentaient de rentrer chez eux.

Il fallait que l'économie tourne ! Certaines entreprises, comme Uber ou Mercadona (une chaîne de supermarchés), ont obligé leur personnel à continuer leur travail après le début de la tempête. Combien de vies humaines perdues pour des chiffres d'affaires ?

Il y a un an, à Madrid, la maire de la ville avait lancé un plan d'urgence devant des risques similaires de crues, qui n'avaient finalement pas touché l'agglomération... à quelques kilomètres près. Erreur intolérable pour les syndicats patronaux ! Alors que le réchauffement climatique accélère la fréquence de ces événements extrêmes, que des protocoles devraient anticiper les risques accrus, ce que les politiciens surveillent comme le lait sur le feu, ce sont les jérémiades du patronat et les cours de la Bourse.

La solidarité de ceux d'en bas face à l'incurie et à la calomnie de ceux d'en haut

Alors que la population de la région n'a pas eu accès rapidement au minimum pour survivre, notamment de l'eau et de la nourriture, les pouvoirs publics se sont indignés que certains magasins aient été « pillés »...

En réalité, la population n'a pas attendu les secours officiels pour se débrouiller et organiser la solidarité, par milliers de volontaires. Et il valait mieux ! Car non seulement rien n'a été fait avant la catastrophe, mais les autorités ont attendu plus de trois jours après les crues pour déclencher un plan de mobilisation d'urgence de milliers de pompiers, de policiers et de soldats... dont certains auront sans doute pour tâche, urgente à leurs yeux, de protéger les vitrines des bijoutiers ! Alors quand le roi, la reine d'Espagne et le Premier ministre ont visité la région ce dimanche, pour faire dans l'émotion et tenter de calmer les gens, les habitants les ont accueillis avec des huées méritées et aux cris de « Assassins ! Assassins ! ». Ils ont dû fuir.

Oui, la bourgeoisie et son État ont du sang sur les mains. En temps de crise comme en temps normal, leurs profits passent avant nos vies. Les trésors de solidarité et d'abnégation que les classes populaires déploient dans les pires situations montrent que ce n'est pas une fatalité. Mais pour rebâtir un monde nouveau, à Valence comme partout ailleurs, ce sont les exploités qu'il faudra déblayer de la route.

Une honte

Prendre soin des agents est loin d'être toujours une préoccupation des directions. En 2008, une ASH a contracté la tuberculose lors de son travail, mais elle n'avait pas bénéficié à l'époque du dépistage pourtant obligatoire. Depuis, les répercussions sur sa vie ont été très importantes, allant jusqu'à l'invalidité partielle. La direction vient d'être condamnée par le tribunal à lui verser 120 000 euros. Une réparation qui arrive après 16 ans, mais qui ne réparera jamais les dommages subis.

De l'argent pour la santé !

L'*Est républicain* a écrit, après enquête, que 4900 lits d'hôpitaux ont été fermés l'an dernier. Cela ne s'explique pas par l'augmentation des soins ambulatoires, mais par le manque de personnel, d'après le docteur Neuder, également député Les Républicains. La Cour des comptes a confirmé qu'à Paris 21 % des lits ont été fermés, dont les trois quarts en raison d'un manque de soignants. Et ce n'est pas le budget prévu cette année qui va améliorer la situation.

Les fonctionnaires : une cible facile pour le gouvernement !

Le gouvernement vient de dégainer une nouvelle attaque pour grappiller quelques centaines de millions : passer d'un à trois le nombre de jours de congés maladie non pris en charge par la Sécu pour les fonctionnaires et baisser à 90 % la rémunération dudit congé quand il se prolonge ! D'après les mensonges gouvernementaux, les fonctionnaires abuseraient des congés maladie. Et puis, cela permettrait plus d'équité, nous dit-on, avec les salariés du privé. L'équité, c'est qu'on puisse se soigner, privé comme public. Rien ne justifie les jours de carence !

Et pour les places de stationnement ?

Le regroupement de toutes les activités de l'hôpital sur Minjoz s'est fait sans se soucier de l'accès au travail. Les places de parking sont chères et cela ne va pas vers une amélioration. Mais visiblement ce n'est pas un souci pour la direction.

Moins et moins ne font pas plus

L'ARS a décidé de faire fusionner avec le CHR des établissements de santé (Les Tilleroies, Bellevaux et Avanne) dont deux au moins sont en déficit. La direction maintient que cela devrait permettre de retrouver un « équilibre financier ». Un équilibre précaire, car ce n'est pas la fusion en elle-même qui améliorera la situation. Ce qu'il faut, ce sont des moyens pour qu'ils puissent fonctionner correctement.

On marche sur la tête

L'hôpital a eu une baisse d'activité en 2023 par rapport à 2022, moins d'actes et donc moins d'argent. Sur ce, la direction a décidé d'engager une société privée, avec un coût sans doute très important, pour tenter de jouer sur la quotation. Cet argent serait mieux utilisé pour les soins et la réouverture de lits supplémentaires.

Algérie : il y a 70 ans, le début de la guerre d'indépendance

À l'occasion du 70^e anniversaire de l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, qui débuta la guerre d'indépendance de l'Algérie, Macron a reconnu que le dirigeant du Front de libération nationale, Larbi Ben M'hidi, avait été « *assassiné par des militaires français* » en 1957. Déjà à l'époque, les autorités françaises n'avaient convaincu personne de la thèse du suicide. En 2000, le général Paul Aussaresses s'était même vanté de l'avoir fait exécuter. L'Élysée a présenté la déclaration de Macron comme faisant partie de la recherche de « *la vérité historique* ». Mais son mandat sera un peu court pour lister tous les crimes que le colonialisme français a commis contre le peuple algérien.

Texas : hausse de la mortalité maternelle après l'interdiction de l'IVG

Depuis l'abrogation de l'arrêt *Roe versus Wade* en juin 2022 par la Cour suprême des États-Unis, le Texas est l'un des 22 États américains à interdire l'avortement, y compris en cas d'inceste ou de viol. Les médecins qui pratiquent l'IVG y sont passibles d'une amende de 92 000 euros, d'une interdiction d'exercer et d'un emprisonnement à vie. Les Texanes en sont réduites à avorter chez elles illégalement ou à se rendre dans d'autres États, conduisant à une hausse de la mortalité maternelle de 56 %. Une politique mortifère pour ceux qui se prétendent « pro-vie ».

Martinique : prolongation du couvre-feu

Les mobilisations contre la vie chère, qui ont commencé début septembre, se poursuivent dans toute l'île, alternant manifestations, blocages de route et affrontements avec les forces de l'ordre. Le préfet a encore prolongé le couvre-feu sur Fort-de-France et sa périphérie. Mais les Martiniquais tiennent bon et réclament toujours l'alignement des prix des produits courants sur ceux de la métropole alors qu'ils sont en moyenne 40 % plus cher. Après les manifestations du week-end dernier (2000 manifestants à Fort-de-France et 2000 à Paris), de nouveaux appels aux blocages ont été lancés. La lutte continue !

